

MODÈLE DE DÉCLARATION D'APPEL

Madame, Monsieur le Président,

Madame / Monsieur : *(noms, prénoms)*

Né(e) le : *(date)* à *(ville + code postal + pays)*

De nationalité : *(nationalité)*

Demeurant : *(adresse + ville + code postal)*

Exerçant en dernier lieu la profession de : *(profession)*

Ayant pour défenseur syndical constitué :

Madame / Monsieur : *(noms, prénoms)*

Inscrit(e) sur la liste préfectorale des défenseurs syndicaux de : *(région)*

Demeurant : *(adresse + ville + code postal)*

Lequel se constitue pour la présente et pour ses suites

Déclare relever appel du jugement rendu par le Conseil de prud'hommes de *(ville)* section *(section)* le *(date du jugement)* portant le numéro RG *(numéro RG)* dans le litige opposant Madame / Monsieur *(nom du/de la salarié(e))* à :

La société *(nom de la société)*

Société par action simplifiée *(ou autre forme de société, à adapter)*

Immatriculée au RCS de *(ville d'immatriculation)* sous le numéro *(numéro d'immatriculation)*

Dont le siège social est situé *(adresse + ville + code postal)*

Prise en la personne de son représentant légal : *(nom du représentant légal)*

L'appel interjeté par Monsieur / Madame *(nom du/de la salarié(e))* porte sur les chefs de jugement suivants : *(lister les chefs de jugements sur lesquels portent l'appel. Il s'agit donc de reprendre les éléments du « par ces motifs » du jugement du CPH qui ne vous satisfont pas)* :

-

-

Exemple, dans l'hypothèse où un salarié serait entièrement débouté de ses demandes et condamné à l'article 700 devant le CPH) :

L'appel interjeté par Monsieur X porte sur les chefs de jugement suivants :

- « *DEBOUTE Monsieur X de l'ensemble de ses demandes* »
- « *CONDAMNE Monsieur X à verser à la société Y *** euros au titre de l'article 700 du Code de procédure civile* »

L'appelant conclura qu'il plaise à la Cour de :

- Infirmer le jugement en ce qu'il a :
 - o Débouté Monsieur / Madame *(nom du/de la salarié(e)) ...*
 - o *...*

Et, statuant à nouveau,

- *(reprendre vos demandes)*
-

Je joins à la présente une copie du jugement attaqué rendu par le Conseil de prud'hommes de *(ville)* ainsi que le pouvoir spécial de représentation.

Fait à *(ville)* le *(date)*

Signature du défenseur syndical